

Extrême-Orient
Extrême-Occident

Extrême-Orient Extrême-Occident

31 | 2009

Regards sur le politique en Chine aujourd'hui

« Politique de dépolitisation » et « caractère public » des médias de masse

“Depoliticized Politics” and “Public Character” of the Mass Media

去政治化的政治與大眾傳媒的公共性

Hui Wang

Traducteur : Guillaume Dutournier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/extremeorient/147>

DOI : 10.4000/extremeorient.147

ISSN : 2108-7105

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2009

Pagination : 155-177

ISBN : 978-2-84292-237-5

ISSN : 0754-5010

Référence électronique

Hui Wang, « « Politique de dépolitisation » et « caractère public » des médias de masse », *Extrême-Orient Extrême-Occident* [En ligne], 31 | 2009, mis en ligne le 01 octobre 2012, consulté le 01 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/extremeorient/147> ; DOI : 10.4000/extremeorient.147

«Politique de dépolitisation» et «caractère public» des médias de masse

Wang Hui

Traduction du chinois et notes de Guillaume Dutournier

Dans le contexte actuel de marchandisation mondialisée, tant le rôle joué par les médias que la façon dont ils évoluent sont indissociables des spécificités de la situation politique du temps présent, que je résume dans l'expression «politique de dépolitisation¹». Je propose ici un bref inventaire des principaux traits de cette politique, avant d'analyser sur cette base la crise de la dimension publique des médias de masse, autrement dit de leur «publicité²».

«Politique de dépolitisation» et transformations du système État-parti

Le système parti-État se retrouve dans la grande majorité des organisations politiques et systèmes étatiques modernes. Le passage d'une souveraineté fondée

-
1. Le concept de «dépolitisation» (*Entpolitisierung*) est explicitement emprunté par Wang Hui à Carl Schmitt dans son article «Depoliticized Politics, from East to West», *New Left Review*, 41, sept-oct 2006, p. 29-45: «Le concept de neutralisation de Schmitt [...] offre des aperçus sur le processus de dépolitisation» et «quoique spécifiquement situé dans le contexte de l'histoire intellectuelle et historique de l'Occident, est de toute évidence ouvert à de plus larges applications» (p. 37-38) (cf. Carl Schmitt, «L'ère des neutralisations et des dépolitisations» (1929), in *La Notion de politique*, Flammarion, 1992, p. 129-151). N.d.T.
 2. Dans cet article, Wang Hui fait constamment référence à un concept chinois, *gonggongxing*, qu'il traduit lui-même en anglais par «publicity». Nous avons ici recours, en fonction du contexte, à différentes traductions: «caractère public», «dimension publique» ou «publicité». Quand il est utilisé pour qualifier les médias, le terme évoque les idées de transparence, de vérité, d'accessibilité et de neutralité. Selon Wang Hui, les médias, tant en Chine qu'en Occident, ne parviennent pas à acquérir cette «dimension publique» car ils sont en fin de compte toujours soumis à des intérêts financiers et de classe dont la domination s'ancre dans l'apparente dépolitisation de la société. Dès lors, le seul recours est un retour au politique, une lutte contre le primat de la seule «gouvernance». N.d.T.

sur le monarque traditionnel à celle des partis modernes est en effet un trait constitutif de la modernité politique. Or, pluripartisme et monopartisme autoritaire ont l'un comme l'autre le système parti-État moderne comme structure fondamentale. En ce sens, pour ces deux types d'État, l'appellation parti-État est donc toujours pertinente, et cela sans exception. Comme le dit Gramsci, « si l'on écrivait aujourd'hui un nouveau *Prince*, il ne pourrait avoir comme protagoniste un héros personnel, mais le parti politique, c'est-à-dire, à chaque moment donné et dans les différents rapports intérieurs des différentes nations, le parti politique qui entend (et qui est rationnellement et historiquement fondé dans ce but) instituer un nouveau type d'État »³.

Au xx^e siècle, la politique chinoise a été intimement liée à celle des partis même si cette longue période n'a pas suffi à les intégrer complètement au système politique. En tout état de cause, le principal enjeu a tout de même été d'établir différents types de systèmes parti-État. En effet, l'action politique d'un parti implique toujours que ce dernier se voue à l'édification d'un nouveau genre d'État, conforme à ses valeurs et idéaux. Cependant, à force d'exercer le pouvoir, les partis deviennent progressivement les acteurs principaux du système étatique, ce qui finit par brouiller le lien qui les rattache à leur base sociale respective, et affaiblit également le degré de continuité entre idées et pratiques politiques. Pour dire les choses brièvement, le système basé sur les partis subit aujourd'hui deux types de transformation⁴. Le premier est un processus par lequel les partis s'éloignent, de fait, de leurs valeurs : l'extension des organisations partisans et la proportion croissante de leurs membres dans la population ne correspondent pas à une diffusion de leurs valeurs politiques. Le second type de transformation est une assimilation progressive des partis à un pouvoir d'État routinisé : les partis deviennent le ressort d'un pouvoir d'État « dépolitisé » et fonctionnalisé.

Je propose de ramener cette double transformation à la mutation d'un « système parti-État » (*dang – guo tizhi*) en un « système État-parti » (*guo – dang tizhi*). Le premier implique une dimension de politisation ; le second se concentre sur la consolidation du pouvoir⁵. En effet, le processus actuel d'étatisation des partis conduit à voir dans ces derniers des organes stabilisés, dont la fonction

-
3. Antonio Gramsci, *Carnets de Prison* [cité ici (avec de légères modifications) dans la traduction de Jean Bramant, Gilbert Moget, Armand Monjo, François Ricci, *Gramsci dans le texte. De l'avant aux derniers écrits de prison (1916-1935)*, Paris, Éditions sociales, 1975, p. 451].
 4. Le propos de Wang Hui reste ici général : il concerne aussi bien l'Occident que la Chine. N.d.T.
 5. Dans un système parti-État, le politique est institué dans un ou des partis. Au contraire, dans un système État-parti, c'est avant tout dans l'État que s'inscrit le politique tandis

est, à l'instar de l'État, de coordonner de manière neutre des intérêts divergents. Or, en ce qui concerne les systèmes occidentaux, les bases constitutives de leurs démocraties (partis et système parlementaire) sont entrées depuis vingt ou trente ans dans une phase de désintégration. Dans ces pays en effet, les présupposés du multipartisme exigent que des partis clairement représentatifs affichent les valeurs qu'ils prônent, le débat qui les confronte étant quant à lui réglé par des procédures fixes établies dans le cadre de l'État. Cependant, dès lors que la représentativité des partis perd en netteté et que s'accroît l'imbrication de la politique parlementaire et des activités marchandes, on s'éloigne en fait d'une politique véritablement démocratique. Dans ces conditions, les assemblées, qui constituaient une forme de sphère publique, deviennent de simples outils de stabilisation du système étatique. Par conséquent, ce qu'on appelle en Occident la « crise démocratique » correspond à une crise de la politique des partis, elle-même n'étant que la conséquence d'un processus historique de « dépolitisation ». En revanche, pour ce qui est de la politique chinoise, l'État-parti socialiste repose sur des présupposés théoriques et des pratiques politiques totalement étrangers à la démocratie multipartiste et parlementaire. C'est évidemment là une conséquence du mouvement révolutionnaire, qui tendait au « renversement d'une classe par l'autre », tout en voyant dans l'État un organe violent de domination de classe. Cependant, avec la remise en cause de la « Révolution Culturelle » et l'avènement de l'ère des réformes, ce parti-État basé sur le concept de classe s'est lui aussi radicalement transformé : loin des thèses développées uniquement en vue de représenter une classe spécifique, ont émané du parti au pouvoir un certain nombre d'idées (des « trois représentations » à la « société d'harmonie ») visant toutes à incarner et à représenter l'ensemble des intérêts et aspirations de la société⁶.

Dans ce contexte de « dépolitisation », l'État chinois invoque le « développement » pour faire de la stabilité sociale son principe ultime, ce qui entraîne dans une large mesure la disparition du modèle de la « lutte entre les lignes » qui avait dominé la politique du Parti au xx^e siècle, ainsi que la fin des controverses

que le ou les partis ne constituent plus que des rouages permettant au système de fonctionner. N.d.T.

6. La doctrine des « trois représentations » selon laquelle le Parti communiste doit représenter « les forces productives avancées, une culture avancée et les intérêts fondamentaux de la grande majorité du peuple » est l'expression de l'ère Jiang Zemin (président de la République de 1993 à 2003) : elle vise à transformer un parti de classe en un parti national, en favorisant notamment l'entrée des entrepreneurs capitalistes. La « société d'harmonie » est le slogan lancé sous l'ère de Hu Jintao (président de la République depuis 2003) : elle préconise à la fois un resserrement du contrôle politique, un début d'État social pour remédier aux excès de l'économie de marché et une référence désormais explicite à la tradition culturelle chinoise. N.d.T.

de théorie politique qui lui étaient associées. Dans la phase initiale qui va des années 1950 aux années 1980, différents points de vue et forces politiques se sont vigoureusement affrontés : il s'agissait de comprendre l'histoire et sa dynamique, la marchandise et l'économie marchande, le travail et les modes de production, la relation entre forces productives et rapports de production (avec notamment le débat sur le « caractère déterminant des forces productives »), les classes et les luttes de classe, la loi de la valeur et les droits légaux de la classe possédante, les caractéristiques de la société chinoise et les conditions de la révolution mondiale ; il s'agissait aussi de débattre du sens de l'humanisme marxiste et de la question de l'aliénation. Si l'on compare ces débats théoriques avec ceux des époques précédentes, on peut être sûr d'une chose : jamais on n'avait auparavant assisté à des controverses comparables à celles de cette période, qui allèrent bien au-delà des sphères de l'élite, de la religion, du Parti et de l'État pour devenir l'affaire de tout un peuple. Or, à la fin des années 1980, on ne voit déjà plus à l'intérieur du Parti communiste de débats ouverts concernant les valeurs et les orientations politiques. Non que les débats idéologiques aient disparu ; mais, premièrement, ces débats ne surviennent plus essentiellement à l'intérieur des organes du Parti ; deuxièmement, avec l'influence grandissante des débats théoriques entre intellectuels sur les politiques publiques, les controverses elles-mêmes se sont muées en de simples divergences à caractère technique sur des questions de gouvernance. Si nous prenons l'exemple du contrôle des médias, il est difficile de discerner dans la situation présente des caractéristiques idéologiques claires, les contenus soumis au contrôle pouvant varier radicalement sur le plan des valeurs et de l'idéologie. Autrement dit, le pouvoir exerce là un mode de contrôle qu'on peut dire « dépolitisé », où « la stabilité commande tout ».

Bien entendu, cette notion de « dépolitisation » mérite d'être plus finement analysée, et il s'agit de bien comprendre sa dynamique. En réalité, une « dépolitisation » totale est impossible : dans le monde contemporain, et par là même en Chine, il continue bien d'y avoir un espace pour le politique. On peut partir d'une réflexion sur la dépolitisation et ses limites pour examiner certaines périodes spécifiques de l'expérience républicaine chinoise⁷ – périodes durant lesquelles des points de vue idéologiques et politiques ont pu être ouvertement défendus – ainsi que les mécanismes et processus par lesquels elles ont pris fin. En d'autres termes, je ne vois pas dans la « dépolitisation » un fait historique partiel, qui se limiterait aux trente dernières années, mais plutôt un phénomène

7. Par cette expression, Wang Hui généralise son propos à l'ensemble des expériences politiques qui se sont succédé au xx^e siècle après la chute de l'Empire en 1911. N.d.T.

qui se reproduit à différentes périodes de l'histoire. Je ne puis ici que me limiter à quelques brèves explications.

Premièrement, le développement actuel de l'économie de marché repose sur un présupposé : celui d'une séparation de la politique et de l'économie⁸. Ce présupposé reflète la volonté historique de la toute première bourgeoisie de se débarrasser du monopole, du contrôle et de la mainmise violente exercés par l'État féodal et la classe des propriétaires terriens sur l'un et l'autre domaines. Schumpeter a utilisé le concept d'« échange politique » pour rendre compte de cette formation du pouvoir de la première bourgeoisie : « Si la classe bourgeoise n'avait pu bénéficier de la protection d'une entité non bourgeoise, elle serait tombée dans une impasse politique, non seulement parce qu'elle ne disposait pas seule des moyens de diriger un pays, mais parce qu'en l'absence d'une telle protection elle n'était pas même en mesure de protéger ses intérêts propres de classe »⁹. Ainsi, à l'époque des États-nations, au cours de ce processus par lequel les détenteurs du pouvoir politique (l'aristocratie) en viennent à représenter les intérêts de la classe bourgeoise et à lutter pour elle, une frontière n'en perdure pas moins entre organes politiques et bourgeoisie. Or, la transaction entre pouvoir et argent en Chine contemporaine fonctionne encore sur le même modèle : d'un côté, en effet, le pouvoir étatique s'est mué en un organe de régulation de l'économie capitaliste ; de l'autre cependant, quelque chose continue bien de séparer les détenteurs du pouvoir de ceux du capital. Dès lors, l'« échange politique » est nécessaire.

La revendication d'une séparation du politique et de l'économique provient de l'ambition qu'a le capital, à travers son échange avec le pouvoir politique, d'obtenir une plus grande part du pouvoir. Tout au long du XIX^e siècle, la revendication de cette première classe bourgeoise en est progressivement venue à inspirer le façonnement par les États et les structures supra-étatiques du modèle de l'économie de marché elle-même. De même, parce que la classe bourgeoise tendait à concentrer pouvoir politique et pouvoir économique, les dispositifs politiques furent en conséquence transformés en principes constitutifs de l'économie de marché. Pour le dire autrement, le domaine du politique devint partie intégrante de l'activité économique, tout en paraissant lui rester extérieur. Ainsi, en mettant l'accent sur la séparation entre politique et économie, le capitalisme moderne tente de créer à la fois une économie de marché qui se

8. Wang Hui entre ici dans des considérations théoriques qui vont au-delà du cas chinois. N.d.T.

9. Schumpeter Joseph, *Capitalism, Socialism and Democracy*, Londres, George Allen & Unwin, 1954, p. 135-137 [traduit ici d'après la version chinoise de Wang Hui, qui apparaît comme un résumé des pages référencées].

perpétue elle-même, et l'ordre «dépolitisé» qui lui est associé. Si l'on peut dire que la rationalité historique de cette revendication est issue d'une période marquée par le mercantilisme (avec la résistance des petits et moyens entrepreneurs au monopole de l'État, du souverain et des nobles), à notre époque de capitalisme financier, cette même revendication se transforme en une exigence de contrôle, de la part du grand capital et de ses agents, sur l'économie aussi bien que sur la société.

Deuxièmement, du point de vue politique, une fois que la classe bourgeoise s'est alliée avec le prolétariat et les autres couches de la société pour déclencher une révolution politique contre la royauté et la noblesse – autrement dit une fois que l'État est devenu «un comité d'administration de l'ensemble des tâches communes de la classe bourgeoise» –, une politique étatique de dépolitisation a alors progressivement remplacé la diversité politique qui caractérisait l'époque révolutionnaire bourgeoise¹⁰. Dans cette nouvelle configuration, la relation d'échange politique s'effectue sur un mode «dépolitisé». Ce processus donne à voir un double phénomène évolutif : alors que la différenciation sociale et l'exploitation économique ne cessent de s'amplifier, les nouveaux rapports économiques et leurs ajustements éventuels sont intégrés au sein d'un système et d'un ordre juridique de plus en plus procédural et normalisé¹¹. Au cours de ce processus, l'État, de domaine politique qu'il était, devient donc graduellement une structure de pouvoir normalisée, tendant à se muer en un organe d'administration neutre. C'est notamment ce que l'on observe lors des premiers développements du capitalisme européen, époque durant laquelle l'État joue un rôle tout à fait essentiel dans la constitution du marché. La séparation du politique et de l'économique, loin de se limiter à un simple slogan ou objectif, fournit alors à la politique de dépolitisation sa raison historique. C'est en vertu de ce principe que, dévalorisant les systèmes économiques non-capitalistes et les modèles de répartition du travail qui leur correspondent parce qu'ils restent le produit d'une «interventionnisme politique», les théories néoclassiques, qui tiennent le haut du pavé depuis la fin des années 1970, ont conféré à l'extension

10. L'argument de Wang Hui est ici théorique et général : il n'évoque pas une situation particulière (ce qu'il fera un peu plus bas à travers un exemple), mais un processus selon lui à l'œuvre partout. N.d.T.

11. Wang Hui formule ici une critique dure contre cet «échange politique» entre la bourgeoisie et le pouvoir par lequel celui-ci offre à celle-là les moyens juridiques (on pourra penser à l'organisation du marché et de la concurrence, au droit du travail, à la politique fiscale, etc.) de perpétuer et d'institutionnaliser sa domination économique sur ceux qui, toujours plus nombreux, sont les laissés pour compte du système. La technicité d'une apparente dépolitisation ne fait pour l'auteur que perpétuer les injustices. N.d.T.

indéfinie de l'économie de marché aux domaines politiques, culturels et autres, une apparence « dépolitisée », « naturelle » ou encore « spontanée ».

Or, un point doit retenir notre attention. Si le processus de « dépolitisation » reste en tant que tel un processus de « tractation politique », c'est parce que l'État, en tant qu'organe de gestion, présente un double visage : d'une part, les élites politiques traditionnelles, encore aux commandes, tentent de se poser en défenseurs des intérêts des couches nouvellement enrichies ; mais d'autre part, précisément du fait qu'elles continuent néanmoins de détenir le pouvoir politique, elles obligent les forces représentant le capital à passer par des formes spécifiques d'échange « dépolitisé » pour obtenir le soutien de l'appareil de pouvoir. On peut voir dans le courant du « nouvel autoritarisme ¹² » une expression théorique de cette « tractation politique ». Quant à l'évolution qui nous fait passer, dans le monde actuel, du modèle schumpétérien à une « tractation de pouvoirs dépolitisée », elle repose sur les présupposés suivants :

1/ dans le processus de marchandisation et de privatisation, la frontière entre pouvoir et capital est de plus en plus floue ;

2/ dans le contexte actuel de mondialisation, les États nationaux associent progressivement à la gestion économique des organismes économiques transnationaux (du type OMC).

Ces deux tendances ont fourni la base historique de la mondialisation néolibérale, qui, après une première phase à la fin des années 1970, a pris son essor dans les années 1980 pour connaître son apogée dans les années 1990. Je considère que le processus de « dépolitisation » qui marque le monde actuel n'est autre qu'un phénomène politique résultant de cette évolution historique. Or, en présentant le nouvel ordonnancement politique comme « dépolitisé », on tend en fait à considérer comme naturelles les nouvelles inégalités sociales. Dès lors, critiquer ces inégalités requiert comme préalable de « repolitiser », autrement dit de briser cette apparence de « dépolitisation ».

12. Le « néo-autoritarisme » est d'abord un courant bien déterminé qui apparaît à l'extrême-fin des années 1980. Il est alors le signe d'une impatience des partisans d'une libéralisation du régime envers le conservatisme du parti communiste : le néo-autoritarisme est conçu comme une dictature provisoire imposant par la force, contre l'ancienne idéologie, l'avènement d'une économie moderne et d'une société civile, pour ouvrir ensuite la voie à la démocratie. Il s'inspire d'exemples en Amérique latine et en Asie (Corée du Sud). Après les événements de Tian'anmen, à partir des années 1990, cette notion revêt des acceptions plus larges, pouvant impliquer un rapprochement avec un Parti qui se modernise ou des références à la culture politique chinoise traditionnelle : l'horizon démocratique n'en fait plus nécessairement partie. N.d.T.

Les médias : caractère public, rapport aux classes sociales et lien aux groupes d'intérêts

Les médias de masse jouent un rôle fondamental dans la société actuelle et ce que chacun attend d'eux, c'est d'abord qu'ils présentent un « caractère public » (*gonggongxing*). Ce dernier est intimement lié au droit à l'information, aux formes de communication au sein de la société ainsi qu'à celles du fonctionnement politique.

La transformation de la sphère publique et celle des médias ont chacune un impact sur l'autre. Remarquons d'abord que cette notion de sphère publique a déjà donné lieu à de nombreuses discussions. Parmi elles, on peut retenir celle que Habermas propose dans *La Transformation structurelle de la sphère publique*¹³. La notion s'y trouve définie comme un espace situé entre État et société civile, reposant sur le principe d'un dialogue participatif, égalitaire et rationnel. L'égalité s'y manifeste dans le fait que tout un chacun peut être admis en tant que membre à part entière, et que le dialogue est conduit rationnellement sur une base égalitaire. Un peu plus tôt, Hannah Arendt¹⁴ avait utilisé le concept d'« espace public » pour décrire une notion similaire. Dans les sociétés monarchiques, l'aristocratie et la maison royale ou impériale constituent une strate privilégiée qui invoque la chose publique (*yi gonggong de mingyi*) pour s'instituer représentante de l'ensemble de la société. C'est pourquoi le domaine commun et le domaine privé du souverain se superposent. Dans le contexte chinois, le domaine commun coïncide avec le domaine bureaucratique (le système impérial implique en effet que le domaine des fonctionnaires et celui de l'empereur ne soient pas clairement différenciés, de sorte que, même s'il se trouve une forme de « publicité » dans l'action des fonctionnaires, celle-ci se trouve en étroite relation avec le domaine privé d'une seule et unique lignée). À la fin des Ming et au début des Qing, Huang Zongxi¹⁵ se fonde sur le principe de « la grande communauté de l'univers » (*tianxia zhi da gong*), pour dénoncer la « partialité » du souverain (qui prétend « disposer du droit de répartir les avantages et les

13. Cf. Jürgen Habermas, *Strukturwandel der Öffentlichkeit. Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*, Neuwied, Luchterhand, 1962 ; traduction française de Marc B. de Launay, *L'Espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Éditions Payot, 1978. N.d.T.

14. Hannah Arendt, *The Human Condition*, Garden City & New York, Doubleday Anchor Books, 1959.

15. Huang Zongxi (1610-1695), éminent lettré d'une période troublée, s'illustra par son activisme politique anti-mandchou, avant de se consacrer entièrement à l'étude. Les citations sont ici extraites de son *Mingyi daifang lu* (*En attendant l'aube, plans pour le Prince*) de 1662, ambitieux projet de réforme politique qui passera pour un texte phare de l'anti-absolutisme chinois. N.d.T.

peines ») et pour exiger des fonctionnaires qu'ils œuvrent pour le monde et non pour leur propre compte : se développe ainsi une nouvelle réflexion sur ce qui sépare le domaine commun du domaine privé¹⁶. Mais d'une manière générale, on peut avancer qu'à cet âge plus ancien, le domaine commun repose encore sur des relations exclusives et hiérarchiques.

Pour autant, affirmer cela ne revient pas à dire, *a contrario*, que le domaine commun contemporain soit égalitaire et transparent. Après la Révolution française, les sociétés occidentales connurent de profonds changements : les monarchies furent remplacées par des républiques, le système aristocratique déclina progressivement, et la société fut réorganisée de telle manière que différentes catégories sociales – en particulier la bourgeoisie – purent investir la sphère publique. Or, c'est précisément au cours de ce processus que la révolution industrielle et la diffusion à grande échelle des techniques d'imprimerie élargirent le champ d'action des médias, entraînant ainsi des transformations dans les relations sociales, mais également la mainmise de la bourgeoisie sur l'État et les secteurs-clés de l'économie : cette même « sphère publique » s'en trouva alors bouleversée. Par conséquent, quand une telle expression est aujourd'hui associée à la bourgeoisie, c'est pour désigner l'ensemble de ce processus historique : la superposition des concepts de bourgeoisie et de sphère publique, ou de « publicité », témoigne des spécificités sociales d'un moment historique donné. C'est donc parce que la bourgeoisie, dans sa période de formation, a largement représenté les besoins de toutes sortes de catégories sociales (en particulier de ceux qui étaient dépourvus de tout privilège) qu'elle a pu prétendre que le domaine sur lequel s'étendait son emprise était universel ou public. Or, avec l'établissement d'un pouvoir d'État bourgeois et d'un système social capitaliste, c'est l'idée même de « publicité » qui connaît un changement historique. De slogan de lutte qu'elle était, elle devient une condition de légitimité du système.

Aussi, les incertitudes sur le caractère véritablement public du domaine commun viennent en premier lieu des doutes que l'on peut avoir sur la prétention à la représentativité de la classe bourgeoise. Ces doutes se résument à cette question : le principe d'égalité propre au domaine commun est-il véritablement égalitaire ? Sont ici impliquées deux conceptions de l'égalité, l'une formelle et l'autre substantielle. Ainsi, en raison des écarts politiques, économiques et autres, tout le monde n'est pas en mesure de s'insérer librement dans l'espace

16. Le couple notionnel que forment dans la tradition chinoise les termes « *gong* » (commun, public) et « *si* » (privé, égoïste) ne coïncident pas totalement avec le binôme « public »/« privé » caractéristique de la modernité occidentale. En effet, ces notions renvoient autant à des sphères de la vie sociale qu'à des conduites moralement qualifiées soit en termes d'« impartialité » ou de « respect des devoirs envers le groupe », soit en termes d'« intérêt égoïste » ou de « partialité ». N.d.T.

public, bien qu'en principe, la sphère publique se doive d'être égalitaire. Ce problème ne concerne pas seulement les médias, mais aussi la compréhension de la structure de l'État. Si les États bourgeois se considèrent eux-mêmes comme les représentants des citoyens, en revanche la classe ouvrière et ses représentants les soupçonnent de ne représenter que la classe bourgeoise. On retrouve là l'origine des soupçons que le mouvement socialiste a nourris à l'encontre de l'État bourgeois, l'origine aussi de son incessant questionnement sur la réalité du caractère public des médias. Voilà pourquoi les interrogations sur le caractère véritablement public de la sphère publique sont dans une très large mesure en relation avec le problème des classes sociales : le domaine commun appartient-il vraiment à tous, ou se trouve-t-il sous la coupe d'une seule classe ? Dans le mouvement socialiste anti-capitaliste, c'est le marxisme qui a mis l'accent sur le caractère de classe des médias, tandis que le libéralisme, reprenant à son compte la profession d'universalisme des révolutions bourgeoises du XIX^e siècle, a insisté sur leur caractère public. Ces doctrines ont toutes deux repris le principe d'égalité de la Révolution française, mais chacune dans une perspective propre. Ce que le marxisme tente de montrer, c'est que le concept de « publicité » du capitalisme repose en fait sur une occultation. Or, cette mise en doute peut également s'appliquer à la notion actuelle d'égalité, une perspective de classe pouvant en effet révéler que la « publicité » bourgeoise dépend fondamentalement d'un principe d'exclusion et de hiérarchie.

Aujourd'hui, la question reste à discuter de savoir si, au-delà des spécificités de sa classe dominante, l'État possède ou non un caractère public – et, si oui, ce qu'il faut en penser¹⁷. Certes, la société actuelle n'est plus une société strictement hiérarchisée : la distinction des classes n'est plus aussi nette que celle qui prévalait aux époques aristocratiques ; de même, la description de la sphère publique et des relations de classes dans l'Europe féodale n'est plus pertinente pour l'époque présente. Cependant, les différences de rangs ou de classes dans la société actuelle, ainsi que leur relation à la politique étatique demeurent un fait fondamental. Pour ce qui est de la sphère publique, on est loin de pouvoir dire que les médias laissent entendre toutes les voix : celles qui peuvent s'exprimer, ou les événements qui doivent être tus, sont toujours en relation avec la hiérarchie sociale et les rapports de pouvoir. Certes, on ne saurait ramener ce phénomène à un pur problème de classe (au sens classique du concept de classe, c'est-à-dire en lien avec la propriété et le statut social) et dès lors, seule une approche politique plus souple peut nous permettre de comprendre les enjeux de pouvoir que recouvrent les médias. Ces derniers constituent en effet un champ

17. Le propos de Wang Hui est de nouveau ici général et théorique. Il n'évoque pas spécifiquement la Chine, ni les démocraties occidentales. N.d.T.

de lutte pour toutes sortes de forces sociales. D'un point de vue simplement cognitif, des concepts comme ceux de transparence et de liberté ne sauraient donc résumer, ou même seulement permettre d'analyser la pratique médiatique. C'est même rigoureusement le contraire : c'est seulement en établissant une perspective politique que l'on peut comprendre cette pratique – que celle-ci soit marquée par la « publicité » ou par l'occultation. Ainsi, on peut dire d'un côté que la liberté de la presse est bien présente aux États-Unis, mais d'un autre côté, on ne peut ignorer que celle-ci s'y trouve soumise à des limitations. Sur les problèmes internationaux, par exemple la guerre en Irak, il peut certes arriver d'entendre des avis critiques, mais ce sont naturellement les soutiens à la guerre qui restent majoritaires. Or, ces aspects opposés ne peuvent être simplement analysés d'après les catégories de transparence et de liberté de la presse, mais doivent l'être selon une perspective politique : quel type de politique (notion pouvant impliquer la politique des travailleurs des médias eux-mêmes) permet à des voix critiques de s'exprimer ? Quelle intervention politique limite une telle expression ? C'est qu'à l'échelle du monde, le contrôle de l'État et celui des groupes d'intérêts sur les médias se sont toujours révélés des forces d'intrusion et de limitation efficaces entre toutes.

Le contrôle exercé par des partis, groupes politiques et groupes d'intérêts sur les médias est tout à fait évident, que ces derniers soient des journaux, des télévisions ou d'autres supports : plus il s'agit de médias dominants, plus la probabilité est grande de les voir réduits à de simples outils de lutte entre les mains de partis et de groupes. Dans le système traditionnel du parti-État chinois, les médias faisaient office de porte-parole du Parti et du gouvernement. Au moment des transformations des années 1980, l'interventionnisme dans le domaine des débats théoriques resta en grande partie le fait des organes du parti-État. Mais désormais, avec la marchandisation, les médias se trouvent face à un double contrôle du Parti et des groupes d'intérêts. Étant donné que l'État intervient maintenant au sein des relations marchandes, on peut clairement percevoir les relations d'intérêts susceptibles de guider son action. C'est pourquoi tant de nos contemporains – que ce soit en Chine ou en Occident – cultivent une attitude extrêmement critique vis-à-vis des médias. Sur le plan théorique, le cours des choses peut être vu ainsi : la sphère publique s'est d'abord développée après la Révolution française, avant de connaître de nouveau un lent processus qui constitue une véritable « re-féodalisation ».

Dans ce contexte de marché, et outre la domination directe de l'État, du parti au pouvoir, des groupes politiques ou des groupes d'intérêts, le caractère public des médias est grandement influencé par la logique commerciale¹⁸. Celle-

18. Le propos de Wang Hui demeure théorique, englobant ici aussi bien la situation chinoise que ce qui peut se passer en Europe occidentale ou aux États-Unis. N.d.T.

ci ne signifie pas nécessairement que les médias de masse soient directement influencés par des groupes d'intérêts, mais que, fonctionnant dans un contexte de marchandisation, ils suivent aussi leurs propres intérêts, ce qui peut les amener à se constituer à leur tour en autant de groupes d'intérêts particuliers. Sous l'emprise de cette logique, les médias prennent une double orientation, qui n'est pas sans conséquences sur leur indépendance et leur capacité critique. Premièrement, il n'est pas rare que des médias désireux de protéger leurs intérêts cèdent à la pression de l'État, de certains groupes politiques ou encore d'autres groupes d'intérêts, en procédant par exemple à l'occultation, l'arrangement, voire la pure et simple invention de faits importants. Si cette logique est directement reliée au processus de reféodalisation évoqué plus haut, j'insiste particulièrement ici sur sa connexion avec les intérêts économiques des médias eux-mêmes. Deuxièmement, pour obtenir de l'audience et, partant, des revenus publicitaires, les médias ont nécessairement tendance à complaire aux masses, et ce de diverses façons (fabrication de stars, nouvelles à sensations, etc.). Dans ce contexte, on assiste à un nouveau phénomène : parmi les intellectuels et les masses, nombreux sont ceux qui critiquent les médias – au point que ces derniers finissent par se critiquer eux-mêmes –, mais cela n'empêche pas tout un chacun de continuer à les consulter. Bref, on trouve les médias répugnants, mais on est attiré par eux. Pourquoi, alors qu'ils sont critiqués de toute part, persistent-ils dans cette dynamique trouble ? La réponse est naturellement dans la logique commerciale. Cependant, sur ce point, il faut bien voir que les médias ne peuvent fonctionner seuls : entre masses et médias existe bien un rapport de complicité, qui pousse les masses à critiquer tout en continuant, dans la plupart des cas, à regarder. Incontestablement, c'est là une façon détestable de former son jugement.

Nouvel ordre et « politique de dépolitisation » dans les médias

Le problème des médias est directement relié aux problèmes de la démocratie – en particulier à la question de la participation de la société. Une démocratie sans participation n'est qu'une coquille vide, aisément réductible à une pure forme manipulée par telle ou telle force. Or, le contrôle s'exerce avant tout sur la sphère publique, dont les médias sont précisément l'une des composantes principales. Par conséquent, le nœud du problème est le suivant : si l'existence de la sphère publique est à la fois le canal et la condition d'une participation effective des masses, elle constitue aussi un champ de rivalités entre différentes forces. Dans un contexte d'État-parti¹⁹ et de société de marché, les partis,

19. On se souvient que Wang Hui a donné au début de cet article une acception particulière au concept d'État-parti. Il entend par là une situation de dépolitisation dans laquelle

les groupes d'intérêts spécifiques, mais aussi l'État lui-même cultivent tous la même volonté d'investir et de manipuler la sphère publique. Bien qu'entre ces trois instances – et même au sein de chacune d'entre elles – se jouent des contradictions et des conflits, elles ont, de diverses manières, pour caractéristique commune d'exercer une contrainte sur la discussion publique et la participation des masses. En ce sens, le caractère public des médias n'est pas une idée qui va de soi, mais correspond bien à une revendication de participation de la part de la société elle-même. Ainsi, l'un des points essentiels de la controverse entre « libéralisme » et « nouvelle gauche »²⁰ réside dans leur compréhension respective de la sphère publique et des médias. Or, d'après moi, le débat ne doit pas se réduire au problème de savoir si domaine public et liberté d'information sont nécessaires. Il doit en revanche poser cette question : reconnaît-on ou non des relations de pouvoir derrière l'espace public ? Est-on prêt à dévoiler le jeu des intérêts derrière les revendications de « publicité » ? Si la réponse est oui, alors le vrai problème consiste non seulement à lutter pour le caractère public des médias de masse, mais également à comprendre ce que celui-ci signifie. En ce sens, se battre pour ce caractère public, pour une plus grande transparence, et pointer sans relâche l'opacité des médias sont deux activités qui vont de pair. S'il manque la seconde, il n'y a pas d'extension concevable de la sphère publique.

Voici deux exemples. Dans les reportages américains sur la guerre en Irak, on relève systématiquement les victimes de l'armée des États-Unis, alors que les centaines de milliers de morts irakiens (leur nombre, leurs circonstances, etc.) font à peine l'objet de mentions. Cette opacité des reportages de guerre des médias états-uniens contamine désormais les médias chinois. Deuxième exemple : dans nos médias, voire même dans nos luttes pour obtenir la liberté d'expression, l'essentiel des problèmes se concentre sur la question du droit à la parole des élites ; or, qu'en est-il du droit à la parole des ouvriers, des paysans ? Cette question est souvent négligée, comme si la voix de ces gens n'avait aucun rapport avec le problème de la liberté d'expression. Ainsi, en 2000, lors de l'entrée de la Chine dans l'OMC, les médias chinois, tout à leur jubilation, affirmaient que

le Parti ou les partis (selon que l'on évoque la Chine ou les démocraties occidentales) cherchent d'abord à consolider leur pouvoir. L'assimilation de la situation chinoise à celle qui prévaut dans les démocraties occidentales est caractéristique de la pensée de Wang Hui. Cette position génère naturellement de fortes polémiques. N.d.T.

20. Ces deux courants politiques, l'un et l'autre hostiles à l'autoritarisme du Parti et aux tenants du néo-conservatisme, s'opposent sur les réformes à adopter : la nouvelle gauche (dont Wang Hui est un éminent représentant) plaide pour un retour raisonné de l'interventionnisme de l'État comme moyen de lutter contre les inégalités, tandis que les libéraux font de la modernisation politique et juridique (démocratie, droits de l'homme, libertés individuelles) la condition de toute réforme économique effective. N.d.T.

c'était là une étape incontournable de la politique de réforme et d'ouverture, et que désormais il était permis d'espérer une démocratisation de la Chine. À l'époque, je me trouvais précisément à Seattle, pour des recherches à l'Université de Washington. Les manifestations de protestation qui s'y déroulèrent et la pression sociale qui s'ensuivit contraignirent le Congrès à révéler certains aspects des accords sino-américains afin d'apaiser le public. La question ici n'est pas d'évaluer les avantages et défauts de l'entrée de la Chine dans l'OMC. Ce qui est important, c'est de comprendre que la conclusion de ces accords était grosse de conséquences pour des centaines de milliers de Chinois. Or, avons-nous vu dans les médias un quelconque représentant des intérêts des paysans ? Pourquoi donc ce processus à marche forcée a-t-il pu être présenté comme un progrès démocratique ?

On peut aussi prendre l'exemple de la couverture du problème des travailleurs migrants. Nombre d'universitaires, d'intellectuels et de médias réclament plus d'attention à cette question. Mais entend-on les réclamations des travailleurs migrants eux-mêmes ? Nullement. Ce serait s'aveugler soi-même que de penser que ces revendications sont relayées auprès du public avec suffisamment de transparence. Pour prendre l'exemple de l'affaire Sun Zhigang²¹, on peut certes dire que l'attention qu'elle a reçue a constitué un progrès social, qu'elle a marqué une croissance de la participation sociale et de la « publicité » des médias : ce sont là des faits tout à fait déterminants et reconnus de tous. Néanmoins, cette participation a également montré ses limites. Sun Zhigang était un étudiant, il avait un certain statut social, et sa mort tragique a donc largement retenu l'attention. Pourtant, le système d'« hébergement » qui a provoqué sa mort ne date pas d'hier, et les paysans migrants qui en ont pâti sont légion. Pourquoi donc, pendant si longtemps, n'a-t-on vu aucun reportage sur ce thème ? Force est de constater que les reportages de ce type comportent une part de discours implicite sur le statut social des protagonistes. Or, ce fait est occulté par la posture de pure critique morale des médias. C'est un premier point.

Deuxième point : quand les intellectuels et les médias évoquent des problèmes ayant trait aux travailleurs migrants et au système du permis de résidence,

-
21. Le 17 mars 2003, Sun Zhigang, étudiant diplômé des Beaux-Arts de 27 ans, est emmené dans un commissariat de police de Canton parce qu'il n'a pas ses papiers d'identité sur lui. Déplacé dans un centre de détention pour migrants (système fondé en 1982 dans le but de renvoyer dans leur région natale les personnes sans attestation légale de résidence), il y est trois jours plus tard battu à mort par ses codétenus avec la complicité des gardiens du centre. L'affaire, rapportée dans un quotidien du Sud de la Chine et massivement relayée par l'Internet, suscite une indignation collective sans précédent, qui entraîne la suppression dudit système et devient un symbole du « mouvement pour la défense des droits civiques ». N.d.T.

ils restent pour l'essentiel dans le cadre des droits de l'homme et de l'égalité des droits. C'est bien sûr légitime. Mais ce faisant, très peu s'interrogent sur les raisons pour lesquelles tant de travailleurs migrants, après avoir quitté leur région, acceptent d'endurer une vie d'esclaves. Dès lors que ce problème est posé, la question des migrants n'est plus seulement celle de l'inégalité entre villes et campagne, mais touche au processus de marchandisation et aux problèmes que pose son organisation spécifique, parmi lesquels celui de la faillite des campagnes. Ainsi, quand on débat de la libéralisation du système des permis de résidence, on doit également se demander si un tel débat n'est pas dans une certaine mesure influencé par les besoins en main-d'œuvre disponible de l'économie des régions côtières.

Troisièmement, dans ce contexte de domination de l'idéologie marchande, le paradoxe veut que les limites apportées à la liberté de mouvement de la main-d'œuvre posent problème, alors que l'exploitation économique de cette même main-d'œuvre – qui va parfois au-delà du seul domaine économique – apparaît comme légitime. La notion de droits des travailleurs est peu représentée dans notre idéologie dominante. Certes, un droit du travail a été promulgué depuis plus de dix ans, mais sa mise en œuvre par l'État reste bien en deçà des efforts de ce dernier dans le domaine de la propriété intellectuelle. Bon nombre d'entreprises chinoises et de multinationales installées en Chine s'appuient sur ce mépris dans lequel est tenu le droit du travail pour refuser l'organisation de syndicats en leur sein – condition propice pour priver les travailleurs de leurs droits. Dans le contexte actuel du marché chinois, même les cols blancs endurent une pression inimaginable (fréquents dépassements d'horaire, heures supplémentaires le soir, travail le week-end habituel, faible protection sociale). Aussi, nombreux sont ceux qui, au moment d'entrer dans une entreprise, n'osent pas signer de contrat, hypothéquant ainsi toute protection de leurs droits. Certes, après des années de débats, la loi sur le contrat de travail a enfin été promulguée, mais son application se heurte à bien des obstacles, et l'opinion répandue dans les médias penche souvent à l'avantage du capital, qui argue de son impact en termes de croissance du prix de revient et de baisse de la compétitivité chinoise.

Sur ces points, les progrès apparents des médias se révèlent en définitive considérablement limités. Pourtant, donner la parole à ceux qui sont sans voix est, à l'échelle du monde, le plus grand défi auquel les médias ont à faire face. Aussi, pointer sans relâche leur opacité ne peut et ne doit conduire à une attitude nihiliste en niant la possibilité de leur voir acquérir un véritable caractère public : la transparence reste une revendication, elle est un processus d'approfondissement permanent, un objectif jamais véritablement atteint.

Les médias en réseau comme espace social

Historiquement, les médias ont connu des évolutions incessantes, provoquées par les avancées de la technique et les changements liés à la construction de la société. L'apparition d'internet est un moment-clé de cette évolution. C'est par la toile que l'affaire Sun Zhigang ainsi que d'autres problèmes sociaux ont été portés à la connaissance du public. Cela suffit à montrer que progrès techniques et changements sociaux (y compris les changements dans les rapports de pouvoir) sont en interaction. L'avantage d'internet est la liberté relative. Dans une société largement sous contrôle, ce nouveau domaine reste certes limité, mais représente tout de même un acquis. Par exemple, le grand débat lancé en 2005 par Lang Xianping²² au sujet de la réforme des entreprises d'État mérite notre attention. En effet, cette discussion eut un retentissement énorme sur la toile, au point de faire de cette dernière un nouvel espace d'expression publique. Ce débat fut ensuite largement repris par d'autres médias et généra une discussion à caractère politique sur le passé et l'avenir des réformes du pays. On est ici triplement fondé à parler de caractère politique de la discussion : d'abord, l'objet du débat renvoie à l'une des plus grandes tâches collectives de la Chine actuelle (à savoir, la tournure prise par la réforme des entreprises d'État, qui touche en effet aux intérêts de l'ensemble de la société, mais aussi au problème de la place de la politique et de l'économie dans les relations sociales aujourd'hui en Chine) ; ensuite, ceux qui y ont participé avaient des points de vue et des positions différents, qui reflétaient clairement la classe à laquelle ils appartiennent ainsi que leurs relations d'intérêts et leurs valeurs ; enfin, le débat a conduit certains groupes d'intérêts à tenter d'utiliser leurs liens avec le pouvoir pour supprimer le droit à la parole et l'activité politique de certains, notamment de Lang Xianping – et cette volonté de monopole du débat public est pleinement politique. Naturellement, le caractère politique de la controverse n'est pas total : la cause en est, premièrement, que les représentants des différents points de vue ne les ont pas directement formulés en termes politiques – il n'est donc pas certain que les volontés exprimées à cette occasion aient exercé une réelle influence sur la politique commune ; deuxièmement, les élites politiques, économiques et culturelles se sont efforcées de contenir le débat, voire de le supprimer.

-
22. Taiwanais d'origine, diplômé en 1986 de l'Université de Pennsylvanie, professeur d'économie à l'Université Chinoise de Hong Kong, Lang Xianping a animé pendant dix-huit mois une émission très populaire sur la chaîne de la télévision de Shanghai consacrée à l'économie et aux affaires : il y critiquait sans ambages la tournure prise par les réformes économiques, estimant qu'elles créaient d'énormes problèmes sociaux et favorisaient autant la corruption que le dépeçage des actifs d'État. La chaîne a été contrainte d'interrompre l'émission en février 2006. N.d.T.

Dans les conditions historiques du moment, Internet a certes fourni la possibilité d'un nouvel espace de discussion et d'une sphère publique d'un nouveau type, mais cela ne lui a pas permis d'éviter les difficultés des autres médias. Pour résumer, voici les problèmes auxquels font face les médias en réseau.

D'abord, si, du fait de leur neutralité, les médias présents sur la toile créent des courants dominants en matière d'information, ils négligent également toute une série de problèmes, quand ils ne sont pas tout simplement confrontés à des interdictions. En effet, la toile est un espace social, et non un lieu neutre sur le plan des valeurs ; elle n'est pas non plus un domaine totalement libre. C'est pourquoi les discussions que l'on y trouve doivent faire l'objet d'une analyse sociale et idéologique. C'est souvent inconsciemment que ces médias tournent leur attention vers tel sujet, et négligent tel autre. Étant donné leur liberté apparente, la conscience qu'ils ont des limites de cette liberté n'en est que plus faible.

Deuxièmement, le contrôle d'Internet est monnaie courante, que ce soit en Chine ou ailleurs. Aux États-Unis, après le 11 septembre, il est, sous prétexte d'anti-terrorisme, devenu l'une des cibles privilégiées du contrôle. Un tel contrôle est aussi la norme en Chine. Dans une certaine mesure, c'est toute notre sphère privée qu'Internet est en train de transformer en un domaine susceptible d'être contrôlé : voilà un nouveau problème, issu des progrès de la technique et de notre dépendance à son égard. De ce fait, les médias en réseau ont pour point commun de ne pouvoir échapper au cercle du contrôle et de l'auto-censure.

Troisièmement, ces médias ne sont pas ouverts à tous. À l'âge d'Internet, les déséquilibres socio-économiques et techniques accélèrent probablement les inégalités sociales. Ainsi, le taux de connexion des villes est sans commune mesure avec celui des campagnes, et cette dissymétrie dans l'information ne fait sans doute qu'accroître l'écart d'origine entre ces deux ensembles.

Quatrièmement, un autre problème des médias sur Internet est leur faible sens des responsabilités. Dans une société en réseau, la diffusion des rumeurs va en effet de pair avec l'existence du contrôle. Historiquement, le renforcement d'un système de contrôle se trouve autant en opposition qu'en complémentarité avec les rumeurs agressives ou mal intentionnées. Par exemple, le système de l'Inquisition qui prévalait en Europe au Moyen Âge, loin d'être le seul produit de la volonté du pape ou d'un quelconque pouvoir temporel, ne peut être dissocié de la façon dont était malmenée la vie privée à l'époque. Ce genre de phénomène est universel, mais la situation chinoise semble particulièrement désastreuse en la matière. D'après certaines statistiques, c'est en chinois que, parmi toutes les langues, apparaît le plus fort taux d'injures. Ce fait regrettable ne peut qu'entraîner une légalisation du contrôle. Enfin, aujourd'hui, des journaux se fondent sur le réseau pour diffuser des informations : leur fiabilité n'en est que plus réduite.

L'analyse politique des médias

À l'époque socialiste, l'analyse politique la plus en vogue était l'analyse de classe. Mais dans le discours actuel, la notion de classe ou de « caractère de classe » ne se laisse pas aisément déterminer, la perspective post-moderne l'ayant ramenée à une simple construction. Pourtant, montrer le caractère construit de ces notions ne doit pas faire disparaître la dimension de différenciation sociale dans l'analyse de la société. Qui les médias représentent-ils, à qui s'adressent-ils, qui peut pénétrer leur cercle, de qui est constituée leur audience ? Autant de questions qui méritent analyse – et si le concept traditionnel de classe ne suffit plus, une approche sociale et politique demeure néanmoins absolument indispensable. Aujourd'hui, l'idéologie dominante fait de la classe moyenne la base de la société. Si une telle notion a effacé le caractère subversif du concept transmis par l'économie politique du ^{xix}^e siècle, elle n'a pas supprimé la catégorie de classe : ce qui a été supprimé, ce n'est pas le concept de classe, mais sa forme figée – c'est aussi là une particularité de la « politique de dépolitisation ».

Généralement, les relations entre pouvoir, capital et classe constituent une clé pour comprendre les problèmes essentiels de la sphère publique, ainsi que la menace qui pèse sur elle. Mais c'est le pouvoir qui est essentiel, capital et classe pouvant l'un et l'autre se muer en pouvoir, et c'est pourquoi le pouvoir est toujours un réseau de pouvoirs, et un réseau en constante évolution. Pour cette raison, parler d'un contrôle exercé par le capital ou par la politique ne revient pas à dire que les médias sont dépourvus de toute autonomie. Le capital n'est pas monolithique : une concurrence existe entre différents capitaux ; les couches sociales ne le sont pas non plus : au sein d'une même couche coexistent différentes opinions politiques et conceptions sociales. À partir du moment où la société contient toutes sortes de composantes et de forces, les rapports de pouvoir qui sont en fait le résultat d'une entente peuvent aussi se présenter sous la forme d'antagonismes. Ceux-ci permettent certes un plus grand pluralisme, mais pas uniquement : en effet, de ce pluralisme apparent, du jeu de la critique et de la contestation, certaines idées peuvent gagner une légitimité nouvelle. Or, cette légitimité reflète de nouvelles structures de pouvoirs. C'est en occultant une relation de pouvoir pour en mettre en avant une autre, que s'effectue ce processus de légitimation. Par exemple, c'est au nom de la critique de la domination de l'État que certaines forces occultent leur véritable relation d'intérêt au processus de privatisation des entreprises d'État, et la façon dont un tel processus est effectivement activé, comme si ce processus ne constituait pas en lui-même une action étatique par excellence. Avec ce genre d'attitude, ce sont les revendications d'intérêts des travailleurs qui sont réprimées – car si ces derniers veulent au contraire protéger leurs usines, est-ce vraiment pour apporter leur soutien à la domination de l'État ? Voilà pourquoi une réflexion

authentiquement critique et une pratique novatrice dans les médias exigent de ceux-ci qu'ils exploitent les failles du système pour étendre leur champ d'action. Ils ne doivent pas se poser en critiques ou en opposants pour en fait renforcer finalement de nouvelles structures de pouvoir.

Dans les médias de masse actuels, cela représente un vrai défi. En effet, si l'on n'est pas conscient de la situation, on en vient imperceptiblement à soutenir de manière inconsiderée une nouvelle forme de domination. Par exemple, les universités actuelles débattent avec beaucoup d'ardeur du droit de propriété privée. Toutes les discussions sur la réforme politique se concentrent sur ce point. Cependant, quand la richesse commune a été presque entièrement accaparée et que cet accaparement a besoin de se légitimer, n'est-ce pas la logique même que d'arguer de la légitimité de la propriété privée ? Quand certains médias présentent cela comme un progrès de la société chinoise, ces commentateurs apparaissent comme des héros qui s'opposent à l'économie planifiée, au socialisme et au totalitarisme ; pourtant, l'économie planifiée et le socialisme sont déjà passés par pertes et profits (si ce n'est pas déjà le cas, ce le sera bientôt) et on a désormais affaire à une tout autre configuration. Autrement dit, cette prétendue contestation n'est autre que l'expression personnelle d'une nouvelle relation de pouvoir. Ce genre de démarche, consistant à se poser en contestataire, sans l'être véritablement, et de façon à légitimer ses propres intérêts, ne m'inspire aucune confiance.

La lutte qui est menée aujourd'hui pour la défense des droits²³ doit prendre appui sur l'interaction entre débat public, mouvements sociaux et innovation institutionnelle. Si l'on se contente des médias et des intellectuels médiatiques, on ne se met pas en mesure de servir la démocratisation des masses. Beaucoup de personnes travaillant dans les médias s'efforcent aujourd'hui de créer un espace alternatif. Il faut absolument l'élargir, et cela ne pourra se faire qu'avec le soutien des forces sociales. D'où proviennent ces forces ? Du soutien des mouvements sociaux, de l'élaboration de certains mécanismes d'autodéfense de la société, de l'interaction organique des médias et des intellectuels. Depuis vingt ans, un discours dominant consiste à mettre sur un pied d'égalité les mouvements sociaux et la « Révolution culturelle » ou la « Grande démocratie », sous prétexte que ces mouvements mettraient en danger la stabilité sociale et

23. Par rapport aux précédents mouvements démocratiques, le « mouvement pour la défense des droits » (*weiquan yundong*), animé notamment par un certain nombre d'avocats de renom, présente la particularité d'inclure des citoyens chinois de toutes origines qui, prenant au mot la ligne prônée par le gouvernement (*yi fa zhi guo*, « gouverner le pays selon la loi »), s'appuient sur les lois existantes pour revendiquer leurs droits et défendre leurs intérêts. L'affaire Sun Zhigang en 2003 peut être considérée comme le point de départ de ce mouvement. N.d.T.

le développement. À entendre ce langage, on se rend compte de la façon dont un nouveau despotisme social se constitue : d'abord, en ramenant toutes ces réalités à des catégories comme la « Grande démocratie » ou la « Révolution culturelle » ; ensuite, en faisant de toute cette histoire une « zone interdite » (ce qui interdit tout contact avec elle). Dans la vague actuelle de mondialisation, c'est en quelque sorte l'idéologie de la « guerre froide » et de l'« après guerre froide » qui domine. Les gens doivent recourir à un ennemi imaginaire pour légitimer, moraliser et dépolitiser les inégalités réelles.

Il y a quelques temps, je suis allé enquêter au Tibet. Arriva un jeune Tibétain, qui me dit qu'avec d'autres il gérait une association sportive, de proportion réduite faute d'argent (seulement trois villages participaient à l'expérience). Quel était leur objectif ? D'abord, me dit-il, protéger la santé ; ensuite, protéger la culture tibétaine ; enfin, protéger le système de propriété collective. Personne ne s'opposait aux deux premiers objectifs. Les ONG et le gouvernement les soutenaient, ainsi que les intellectuels. Mais pour ce qui est de la protection du système de propriété collective, c'était loin d'être toujours le cas. Dans le grand courant de privatisation, le système de propriété collective n'est-il pas en effet synonyme d'économie planifiée, de socialisme, voire de totalitarisme ? Pourtant, évoquant la santé et la protection de la culture tibétaine, le Tibétain mentionnait aussi ce système. Pourquoi ? Sa réponse était la suivante : « Parler de propriété collective, ce n'est pas appeler à un retour au système des communes populaires : c'est seulement constater que la privatisation forcée à laquelle nous avons été soumis a complètement déstructuré notre mode de vie. Nous ne parlons pas seulement et abstraitement de défendre la culture tibétaine, car dès lors que nous ne disposons plus de conditions de vie élémentaires, comment pouvons-nous défendre notre culture ? » Le fait que ce jeune homme ait inclus dans sa réflexion le système institutionnel, et non simplement l'environnement et la culture, reposait sur une expérience extrêmement commune, celle de la vie tout à fait quotidienne de la grande majorité des paysans.

Position des médias de masse, position des intellectuels

Comment libérer les masses des illusions entretenues par les médias et par la culture de masse ? Voilà un problème théorique épineux, qui, pour les travailleurs des médias, représente aussi un défi majeur. En Inde, les « *subaltern studies* » ont soulevé la question en demandant s'il est possible, pour les « subalternes », de faire entendre leur voix²⁴. Cette question remonte sans doute à Gramsci et

24. Allusion à Gayatri Spivak, « Can the Subaltern Speak ? », in Cary Nelson et Lawrence Grossberg (éd.), *Marxism and the Interpretation of Culture*, University of Illinois Press, 1988, p. 271-313. N.d.T.

à son explication de la façon dont des groupes sociaux accèdent à un statut hégémonique. Ces groupes dominants ne prétendent pas seulement représenter les intérêts des masses, mais limitent, à travers un pouvoir tant intellectuel que moral, la capacité des subalternes à exprimer leur propre voix. Dès 1844, Marx formulait dans *L'Idéologie allemande* une thèse célèbre : « À toute époque, les idées de la classe dominante sont les idées dominantes ; autrement dit, la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est en même temps la puissance spirituelle dominante. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose en même temps, de ce fait, des moyens de la production intellectuelle [...] »²⁵. Ce qui revient à dire que, pour certaines classes et dans des relations sociales déterminées, l'idéologie des classes dominantes possède une force de pénétration telle, que les paysans et ouvriers, quand ils sont dépourvus de conscience de soi, reproduisent pour l'essentiel la pensée du dominant – ce qui les empêche de faire entendre leur propre voix. Cependant, quand on soulève le problème de l'expression des classes les plus faibles, on laisse un certain nombre de questions dans l'ombre. Tout d'abord, Marx ne s'est pas contenté de pointer le problème de l'idéologie dominante, mais a aussi mis en lumière la différence entre classe pour soi et classe en soi, qui renvoie à la question de la nécessité et de la possibilité d'une vraie conscience de classe. Ensuite, dans les mouvements sociaux, si participants et dirigeants sont rarement originaires des basses couches, ils finissent dans la pratique par s'unir avec elles, de sorte que non seulement ils sont en mesure de contribuer à la formation d'une telle conscience, mais ils parviennent à représenter le mouvement lui-même. Dans le discours actuel, en particulier universitaire et théorique, les réflexions de Gayatri C. Spivak comportent une grande pertinence critique. En effet, aujourd'hui, le mouvement d'aller-retour entre théorie et pratique dans les recherches est tout à fait indispensable pour les intellectuels comme pour les travailleurs des médias ; il l'est aussi pour rompre l'hégémonie de l'idéologie dominante.

Il y a une différence fondamentale entre les mouvements sociaux et les enquêtes sur la société au xx^e siècle et les recherches sur la stratification sociale qui nous sont familières aujourd'hui. Les premiers, loin d'inviter à des analyses statiques, impliquaient d'aller étudier l'attitude des différentes classes envers les mouvements qui animaient la société. Les secondes se contentent d'une approche dépolitisée ou structurelle : leur attitude face aux revendications de justice sociale consiste le plus souvent à relier celles-ci de manière étroite à une réaffirmation des objectifs de modernisation de l'État. Ainsi, les analyses

25. Marx Karl, *L'Idéologie allemande* [dont l'extrait est cité ici dans la traduction de Maximilien Rubel, in Marx Karl, *Philosophie*, Paris, Gallimard, « Folio/Essais », 2005 (rééd.), p. 338].

de Mao Zedong sur les mouvements paysans dans les années 1920 adoptaient une perspective dynamique et subjective : elles représentaient un processus de transformation d'une analyse relativement statique des rapports sociaux en une analyse politique. L'analyse sociale se développait depuis un horizon politique tout à fait explicite. Ce disant, je ne prétends pas du tout nier le sens et la valeur de ces études récentes dans la revendication d'une société plus juste, ni le fait qu'elles nous offrent un schéma fort utile des classes ou des couches sociales. Je souhaiterais seulement en faire un point de départ pour ouvrir à nouveau la possibilité de transformer une analyse purement sociale en une analyse politique. Gramsci l'a bien montré dans son analyse contrastive des forces politiques : « [...] l'observation la plus importante à faire à propos de toute analyse concrète des rapports de forces est la suivante : de telles analyses ne peuvent et ne doivent être des fins en soi (à moins qu'on n'écrive un chapitre d'histoire du passé) ; elles acquièrent au contraire une signification à la seule condition qu'elles servent à justifier une activité pratique, une initiative de la volonté. Elles montrent quels sont les points de moindre résistance où la force de la volonté peut être appliquée avec le plus de fruits, elles suggèrent les opérations tactiques immédiates, elles indiquent les meilleures bases pour lancer une campagne d'agitation politique, le langage qui sera le mieux compris des foules, etc.²⁶. »

Les masses sont constituées de toutes sortes de groupes. Ce n'est que lorsque ces groupes seront de nouveau mobilisés dans leur politique respective que les médias connaîtront diversité et « publicité ». Naturellement, la « publicité » est politique de part en part. Si l'on vise un développement actif, ce sont donc avant tout les nouveaux courants de pensée et mouvements sociaux, ainsi que l'interaction entre ces derniers, les travailleurs des médias et les intellectuels qui doivent focaliser l'attention. À l'automne 2004, les paysans de la région du fleuve Jinsha²⁷ se sont organisés de manière à faire entendre leur voix lors d'une conférence de l'ONU et de la Commission nationale pour le développement et la planification consacrée à l'énergie hydraulique. Comme ils étaient alors parvenus à émettre un avis différent sur la construction du barrage des Gorges du Saut du Tigre, bon nombre des médias relatant la séance se sont concentrés sur eux.

26. Antonio Gramsci, *Carnets de prison* [de nouveau cité dans la traduction de Jean Bramant, Gilbert Moget, Armand Monjo, François Ricci, *op. cit.*, p. 503-504].

27. Le projet, à présent abandonné, de construction de l'énorme barrage de Xiluodu sur le fleuve Jinsha (Yunnan), qui devait succéder à la construction du barrage des Trois Gorges, avait dans un premier temps mobilisé contre lui de nombreux locaux jusqu'alors largement tenus à l'écart du projet et inquiets de ses conséquences sur leurs conditions de vie. Le paysan Ge Quanhao s'était notamment illustré à cette occasion en intervenant directement dans une conférence tenue à Pékin en présence de représentants des Nations Unies, où il avait pu faire part des doléances collectées par lui dans la région. N.d.T.

Dans cette circonstance et à cet instant, les médias sont donc devenus un lieu de débat à caractère véritablement politique – j’entends par là un processus par lequel différents groupes d’intérêts confrontent leurs appréciations en se fondant sur des valeurs différentes, autrement dit un processus nécessairement divers, visant à échapper au contrôle et en extension continue. En outre, chez un paysan comme Ge Quanyao (voir note 27), on trouve une vigoureuse conscience politique et une forte conscience des droits. Or, ce type de conscience politique s’enracine dans des groupes d’intérêts particuliers et dans leurs réseaux sociaux, tout en s’appuyant nécessairement sur des valeurs qui leur correspondent. Dès lors, le « développement », les « intérêts nationaux », la « modernisation », la « marchandisation » – tous ces impératifs de l’« idéologie politique de dépolitisation » – perdent brusquement toute efficacité. Les gens se mettent à discerner clairement les contradictions que ces notions recouvrent, et leur type de liens avec les forces du marché : ils comprennent par exemple parfaitement que derrière un concept comme celui d’État se jouent en réalité des conflits entre les valeurs de différents groupes ainsi que des relations d’intérêt. Par là-même, les revendications acquièrent une dimension de réflexion stratégique qui permet à ceux qui les portent d’exprimer critiques, propositions et exigences face à des relations sociales concrètes. Ce processus est en lui-même totalement politique. Dès lors, le défi à relever pour les médias et ceux qui y travaillent est aujourd’hui non seulement celui de la modalité et des moyens de leur intervention, mais aussi celui de la conciliation entre d’une part les impératifs déontologiques qui objectivement s’imposent, et d’autre part l’analyse des processus sociaux que nous avons tenté de proposer ici.

GLOSSAIRE

dang – guo tizhi 黨－國體制
gonggongxing 公共性
guo – dang tizhi 國－黨體制
Huang Zongxi 黃宗羲
Lang Xianping 郎咸平
Sun Zhigang 孫志剛
tianxia da gong 天下大公
yi gonggong de mingyi 以公共的名義